



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article652>

C'est le Président de l'Islande, fraîchement réélu, qui l'a dit

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : jeudi 7 février 2013

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

L'Islande est devenue symbolique des débats comme des contradictions autour de la question de la souveraineté populaire et donc de l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des pouvoirs financiers. Dernièrement, le 28 janvier 2013, le tribunal de l'Association européenne de libre échange (AELE) a donné gain de cause à Reykjavik dans le contentieux qui l'opposait à la Commission européenne. Celle-ci poursuivait l'Islande, estimant que lors de la faillite de Landsbanki, la plus importante banque privée du pays, en 2008, le gouvernement n'aurait pas dû refuser de rembourser les comptes des clients néerlandais et britanniques d'Icesave, une filiale en ligne de Landsbanki implantée aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Un refus entériné par référendum, lorsque les Islandais ont rejeté les compromis de remboursements négociés auparavant par leur gouvernement avec La Haye et Londres. Le tribunal a estimé que l'Islande n'a pas violé la réglementation en matière d'obligation de garantie de dépôts bancaires, car celle-ci ne prévoit rien en cas de crise systémique. Or c'est l'ensemble du secteur bancaire islandais qui s'est effondré en 2008.

De plus, explique dans le Financial Times le juriste Michael Waibel, la Cour a pris le parti de l'Islande sur une question juridique et politique qui va bien au-delà de l'Islande : l'État est-il et doit-il être tenu pour responsable des garanties accordées par son système de dépôts bancaires ?

Quant à la Commission européenne, elle "se montre assez mauvaise perdante", notent Les Échos à Paris. Selon le quotidien économique, Bruxelles prétend que les déposants doivent être assurés quoi qu'il arrive, même en cas de crise systémique. Il lui faudra se pencher sur la question, alors que les négociations sur l'harmonisation des systèmes européens de garantie des dépôts sont toujours en cours.

C'est dans ce contexte que président islandais, Olafur Ragnar Grimson, a fait des déclarations iconoclastes lors du forum de Davos. Le texte ci-dessous a été repéré par Arrêt sur Image sur le site express.be

3 minutes de courage politique à Davos : « Nous n'avons pas voulu faire comme l'Occident et nous avons laissé les banques faire faillite »

par Audrey Duperron

Le Forum économique mondial de Davos se déroule comme prévu, avec son lot de tapes amicales dans le dos et de discours d'auto-congratulation... Et puis il y a eu cette intervention du président islandais, Olafur Ragnar Grimson, interviewé par Stephen Cole d'Al-Jazeera. Il lui a expliqué la capacité du pays à faire des choix à contre-courant des politiques traditionnelles était ce qui expliquait la sortie de crise de l'Islande.

"Nous avons été assez sages de ne pas suivre les politiques traditionnelles qui ont prévalu normalement en Occident au cours des 30 dernières années. Nous avons introduit le contrôle des changes, nous avons laissé les banques faire faillite, nous avons soutenu les plus pauvres, nous n'avons pas adopté les mesures d'austérité comme ailleurs en Europe, et le résultat final, 4 ans plus tard, est que l'Islande a accompli des progrès et une relance très différente des autres pays européens qui ont souffert de la crise financière », explique Grimson.

Le président pense que cette politique, et en particulier, le choix de laisser les banques faire faillites, aurait aussi pu marcher ailleurs en Europe : « Pourquoi considère-t-on que les banques sont des saintes-chapelles de l'économie moderne, et pourquoi ne peuvent-elles pas faire faillite comme les compagnies aériennes ou les entreprises de télécommunication, si elles ont été gérées d'une façon irresponsable ?

C'est le Président de l'Islande, fraîchement réélu, qui l'a dit

La théorie que vous devez payer pour sauver les banques est une théorie selon laquelle les banquiers peuvent jouir de leurs propres bénéfices et de leur succès, puis que les gens ordinaires payent pour leurs échecs au moyen des impôts et de l'austérité, et dans les démocraties éclairées, les gens ne l'accepteront pas sur le long terme ».

« L'une des choses que nous avons apprises après l'effondrement des banques en Islande, c'est que les banques islandaises, comme les banques britanniques ou les banques américaines, sont devenues des entreprises de haute technologie, qui recrutent des ingénieurs, des mathématiciens et des informaticiens. Et quand elles se sont effondrées, le secteur innovant de notre économie, le secteur informatique, le secteur des TI s'est mis à prospérer, et en fait, sur les trois dernières années, il a eu de bien meilleurs résultats que jamais auparavant dans son histoire. Donc la leçon à en tirer, c'est la suivante : si vous voulez que votre économie soit compétitive dans le secteur innovant du 21ème siècle, un secteur financier fort qui prend les talents de cet autre secteur, même un secteur financier qui marche bien, est en fait une mauvaise nouvelle ».

« Nous suspectons que son passe d'accès à Davos pourrait ne pas être renouvelé l'année prochaine... », ironise le blog Zero Hedge.

Au delà de toute analyse, l'exemple islandais prouve que la fameuse bible "*Il n'y a qu'une politique possible*" commence à être contesté, y compris dans des pays voisins.